

**Art. 11.** Les articles suivants du décret du 19 décembre 2008 relatif à l'organisation des centres publics d'aide sociale, entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2009 :

1° l'article 27, § 5;

2° l'article 73;

3° l'article 276, 43°, en ce qui concerne l'abrogation de l'article 38, alinéa cinq, première et deuxième phrases.

**Art. 12.** Les articles suivants du décret du 23 janvier 2009 modifiant le Décret communal, entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2009 :

1° l'article 13, 2°, en ce qui concerne le § 5, alinéas premier et deux;

2° l'article 45.

**Art. 13.** Les articles suivants du décret du 30 avril 2009 modifiant le Décret provincial et modifiant le décret du 6 juillet 2001 portant réglementation de la coopération intercommunale, entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2009 :

1° l'article 13, 2°, en ce qui concerne l'article 17, § 6, alinéas premier et deux;

2° l'article 41.

**Art. 14.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2009.

**Art. 15.** Le Ministre flamand qui a l'assistance aux personnes dans ses attributions et le Ministre flamand qui a les affaires intérieures dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le ou la concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 5 juin 2009.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
K. PEETERS

Le Ministre flamand des Affaires intérieures, de la Politique des Villes, du Logement et de l'Intégration civique,  
M. KEULEN

La Ministre flamande du Bien-être, de la Santé publique et de la Famille,  
Mme V. HEEREN

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 2188

[2009/202572]

**30 AVRIL 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant le décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 portant exécution du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand et d'autres dispositions légales**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (CE) n° 1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides de minimis;

Vu le décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand, articles 6 et 13;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 portant exécution du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand et d'autres dispositions légales;

Considérant que, conformément à l'article 6 du décret du 25 avril 2002 précité, le Gouvernement, lorsqu'il modifie l'article 5 dudit décret, prend en considération soit le volume du chômage, soit les principes et objectifs du développement durable ou de la création d'emplois;

Qu'en effet, au vu de la situation économique actuelle, le risque de voir s'aggraver le volume du chômage dans le secteur marchand est réel et qu'il convient, notamment, d'élargir le champ d'application du décret du 25 avril 2002 précité à de nouveaux secteurs;

Que ce faisant, le Gouvernement entend s'inscrire dans les principes et objectifs du développement durable et de la création d'emplois en soutenant la dynamique de création d'emplois pour les jeunes peu qualifiés, impulsée par le Plan d'Actions prioritaires pour l'Avenir wallon, ce dans un contexte socio-économique de crise financière, particulièrement préjudiciable aux publics fragilisés dont font partie ces derniers;

Considérant que, conformément à l'article 13 du décret du 25 avril 2002 précité, le Gouvernement lorsqu'il modifie les articles 7 à 11 dudit décret prend en considération soit l'évolution structurelle du chômage, soit les secteurs d'activités concernés, soit la réglementation européenne, soit les modifications apportées à l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage;

Vu la concertation effectuée avec l'Autorité fédérale chargée de l'Emploi, conformément à l'article 6, § 3bis, 1°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de Réformes institutionnelles;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 12 janvier 2009;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, donné le 20 janvier 2009;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région wallonne n° A. 963, adopté le 9 février 2009;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 3 décembre 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 5 décembre 2008;

Vu l'avis n° 46/297/2 du Conseil d'Etat, donné le 20 avril 2009, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Modifications du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand*

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 3, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand, modifié par le décret du 14 décembre 2006, est remplacé par la disposition suivante :

"1<sup>o</sup> les organismes visés par la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations;"

**Art. 2.** A l'article 5 du même décret, modifié par le décret du 15 février 2007, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

"§ 2. Dans le respect des règles européennes régissant les aides sectorielles, sont exclues du champ d'application les petites et moyennes entreprises ainsi que les spin-off visées au § 1<sup>er</sup>, qui exercent des activités qui relèvent des secteurs ou parties de secteurs repris aux divisions, classes et sous-classes suivantes :

1<sup>o</sup> 10.10 à 10.30, 11, 12, 23.30, 40.10 à 40.30 et 41 de la nomenclature d'activités élaborée par l'Institut national de Statistiques (deuxième édition 1998) dans un cadre européen harmonisé, imposée par le Règlement (CEE) n° 3037/90 du Conseil du 9 octobre 1990 relatif à la nomenclature statistique des activités économiques dans les Communautés européennes, tel que modifié par le Règlement (CEE) n° 761/93 de la Commission du 24 mars 1993, ci-après dénommé le "code NACE BEL";

2<sup>o</sup> 50.10 à 50.50 du code NACE-BEL;

3<sup>o</sup> 51.11 à 51.19 du code NACE-BEL;

4<sup>o</sup> 52.11 à 52.74 du code NACE-BEL;

5<sup>o</sup> 55.21 à 55.52 du code NACE-BEL, à l'exception de la sous-classe 55.231 du code NACE-BEL;

6<sup>o</sup> 60.10 à 60.23 du code NACE-BEL;

7<sup>o</sup> 63.30 du code NACE-BEL;

8<sup>o</sup> 65 à 70.32 du code NACE-BEL;

9<sup>o</sup> 71.10 à 71.40 du code NACE-BEL;

10<sup>o</sup> 80.10 à 80.42 du code NACE-BEL ainsi que les activités qui consistent en la délivrance de cours de formation;

11<sup>o</sup> 85.11 à 85.32 du code NACE-BEL;

12<sup>o</sup> 92 du code NACE-BEL, à l'exception des classes 92.11, 92.53 et de la sous-classe 92.332 du code NACE-BEL ainsi que des exploitations de curiosités touristiques;

13<sup>o</sup> 93 du code NACE-BEL, à l'exception de la sous-classe 93.011 du code NACE-BEL;

14<sup>o</sup> 95 du code NACE-BEL;

15<sup>o</sup> les professions libérales ou associations formées par ces personnes;

16<sup>o</sup> les entreprises d'exploitation de parkings;

17<sup>o</sup> les pensions pour animaux et tout ce qui a trait aux animaux de compagnie;

18<sup>o</sup> les exploitants agricoles et les sociétés coopératives de transformation et de commercialisation ayant accès aux aides à l'agriculture.

La référence au code NACE-BEL constitue une présomption d'appartenance de l'entreprise aux domaines d'activités. Celle-ci peut établir que le Code NACE-BEL qui lui est attribué ne correspond pas à son domaine d'activités ou au programme d'investissements projeté et qu'elle a effectué auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises des démarches en vue de se voir attribuer un ou plusieurs autres codes.";

2<sup>o</sup> il est inséré un paragraphe *2bis* rédigé comme suit :

"§ *2bis*. Néanmoins, ne sont pas exclues du champ d'application visé au paragraphe 2, les petites et moyennes entreprises ainsi que les spin-off visées au § 1<sup>er</sup> qui bénéficient d'une aide en vertu de l'article *19bis* dans le respect du Règlement (CE) n° 1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides de minimis et qui exercent des activités qui relèvent des points 1<sup>o</sup>, 12<sup>o</sup>, 13<sup>o</sup>, 17<sup>o</sup> et 18<sup>o</sup>, du § 2, ainsi que des points 2<sup>o</sup> à 5<sup>o</sup> du même paragraphe, à condition, pour ces quatre derniers points, de compter, avant l'octroi de l'aide, au maximum cinq travailleurs calculés en équivalents temps plein.";

3<sup>o</sup> il est inséré un paragraphe *2ter* rédigé comme suit :

"§ *2ter*. Le Gouvernement est habilité à établir une table de conversion du code NACE BEL utilisé aux paragraphes 2 et *2bis* afin de tenir compte de la nouvelle nomenclature d'activités, visée par le Règlement (CE) n° 1893/2006 du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 établissant la nomenclature statistique des activités économiques NACE Rév. 2 et modifiant le Règlement (CEE) n° 3037/90 du Conseil ainsi que certains règlements (CE) relatifs à des domaines statistiques spécifiques."

4<sup>o</sup> au paragraphe 3, le 5<sup>o</sup>, est remplacé par ce qui suit :

"5<sup>o</sup> être une petite ou une moyenne entreprise conformément aux critères suivants :

a) occuper moins de deux cent cinquante travailleurs inscrits à l'Office national de Sécurité sociale;

b) avoir soit un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 40 millions d'euros, soit un total du bilan annuel n'excédant pas 27 millions d'euros;

c) respecter le critère d'indépendance tel qu'il est défini au paragraphe 4;"

5° au paragraphe 3, le 6°, est remplacé par ce qui suit :

"6° ne pas être une entreprise en difficulté à savoir une entreprise qui remplit les conditions suivantes :

a) s'il s'agit d'une société à responsabilité limitée, lorsque plus de la moitié de son capital social a disparu, plus du quart de ce capital ayant été perdu au cours des douze derniers mois, ou

b) s'il s'agit d'une société dont certains associés au moins ont une responsabilité illimitée pour les dettes de la société, lorsque plus de la moitié des fonds propres, tels qu'ils sont inscrits dans les comptes de la société, ont disparu, plus du quart de ces fonds ayant été perdus au cours des douze derniers mois, ou

c) pour toutes les formes d'entreprise, lorsqu'elle remplit, selon le droit national qui lui est applicable, les conditions de soumission à une procédure collective d'insolvabilité.

Une entreprise constituée en société depuis moins de trois ans n'est pas considérée comme étant en difficulté en ce qui concerne cette période, à moins qu'elle ne remplisse les conditions énoncées au premier alinéa, point c)";

6° le paragraphe 4 est rétabli comme suit :

"§ 4. Est considérée comme indépendante l'entreprise qui n'est pas détenue à hauteur de 25 % ou plus du capital ou des droits de vote par une entreprise ou conjointement par plusieurs entreprises ne correspondant pas à la définition du paragraphe 3, 1° et 5°.

Ce seuil peut être dépassé dans deux cas :

1° si l'entreprise est détenue par des sociétés publiques de participation, des sociétés de capital à risque ou des investisseurs institutionnels et à la condition que ceux-ci n'exercent, à titre individuel ou conjointement, aucun contrôle sur l'entreprise;

2° s'il résulte de la dispersion du capital qu'il est impossible de savoir qui le détient et que l'entreprise déclare qu'elle peut légitimement présumer ne pas être détenue à 25 % ou plus par une entreprise ou conjointement par plusieurs entreprises qui ne correspondent pas à la définition de la petite ou moyenne entreprise.";

7° le paragraphe 7 est rétabli comme suit :

"§ 7. On entend par :

1° "sociétés publiques de participation" : les sociétés publiques d'investissement, à savoir la Société nationale d'Investissement, la Société régionale d'Investissement de Wallonie, la "Gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Vlaanderen", la Société régionale d'Investissement de Bruxelles-Capitale et leurs filiales en ce compris la société de gestion et de participation;

2° "sociétés de capital à risque" : les sociétés d'investissement qui mettent à la disposition d'entreprises des fonds investis sous forme de fonds propres ou quasi-fonds propres, et notamment sous la forme de participation ou d'emprunts subordonnés quel que soit le montant;

3° "les investisseurs institutionnels" : les banques à l'exception de la Société de gestion et de participation et de la Caisse d'Investissement wallonne, les compagnies d'assurances et fonds de placement, à condition qu'ils ne détiennent pas plus de 49 % du capital social de l'entreprise visée à l'article 5, § 3, 1° et 5°;"

**Art. 3.** L'article 7 du même décret, modifié par le décret-programme du 3 février 2005, est remplacé par ce qui suit :

"Art. 7. Les emplois visés par le présent décret peuvent être occupés par les demandeurs d'emploi inoccupés inscrits, en tant que tels, auprès de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, à l'exception des demandeurs d'emploi qui exercent une activité indépendante.

La situation des personnes visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, est appréciée la veille de la prise d'effet de l'attestation visée à l'article 13."

**Art. 4.** L'article 8 du même décret, modifié par le décret-programme du 3 février 2005, est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 8. Les emplois visés par le présent décret peuvent également être occupés par :

1° les demandeurs d'emploi inoccupés visés à l'article 7 et qui sont inscrits sans interruption depuis vingt-quatre mois;

2° les ayants droit au revenu d'intégration sociale prévu par la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale et qui sont inscrits sans interruption, depuis au moins douze mois;

3° les bénéficiaires de l'aide sociale financière qui sont :

a) soit autorisés au séjour de durée illimitée;

b) soit autorisés au séjour en application de l'article 9, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, pour autant que la prolongation de séjour soit soumise à la condition d'occuper un emploi;

c) soit autorisés ou admis, en application des articles 9, 9bis ou 10 de la loi du 15 décembre 1980 précitée, au séjour de durée déterminée, pour autant que la possibilité d'une autorisation de séjour pour une durée indéterminée soit expressément prévue;

et inscrits comme demandeurs d'emploi depuis au moins douze mois;

4° les bénéficiaires d'une allocation de remplacement de revenu ou d'intégration en vertu de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés, qui n'exercent aucune activité salariée et sont inscrits comme demandeurs d'emploi depuis au moins douze mois;

5° les demandeurs d'emploi visés à l'article 7, âgés de moins de vingt-cinq ans ou de plus de cinquante ans et qui sont inscrits, sans interruption, comme demandeurs d'emploi, depuis au moins douze mois;

6° les ayants droit au revenu d'intégration sociale prévu par la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale, âgés de moins de vingt-cinq ans ou de plus de cinquante ans et qui sont inscrits, sans interruption, comme demandeurs d'emploi depuis au moins six mois;

7° les bénéficiaires de l'aide sociale financière, visés au point 3° a, b et c, âgés de moins de vingt-cinq ans ou de plus de cinquante ans et qui sont inscrits, sans interruption, comme demandeurs d'emploi depuis au moins six mois.

La situation des personnes, visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, est appréciée la veille de la prise d'effet de l'attestation visée à l'article 13."

**Art. 5.** L'article 9 du même décret, modifié par le décret-programme du 3 février 2005, est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 9. Les emplois visés par le présent décret peuvent également être occupés par :

1° les demandeurs d'emploi innocupés, visés à l'article 7, et qui sont inscrits sans interruption depuis quarante-huit mois;

2° les ayants droit au revenu d'intégration sociale prévu par la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale et qui sont inscrits, sans interruption, depuis au moins vingt-quatre mois;

3° les bénéficiaires de l'aide sociale financière qui sont :

a) soit autorisés au séjour de durée illimitée;

b) soit autorisés au séjour, en application de l'article 9, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, pour autant que la prolongation de séjour soit soumise à la condition d'occuper un emploi;

c) soit autorisés ou admis, en application des articles 9, 9bis ou 10 de la loi du 15 décembre 1980 précitée, au séjour de durée déterminée, pour autant que la possibilité d'une autorisation de séjour pour une durée indéterminée soit expressément prévue;

et inscrits comme demandeurs d'emploi depuis au moins vingt-quatre mois;

4° les bénéficiaires d'une allocation de remplacement de revenu ou d'intégration en vertu de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés, qui n'exercent aucune activité salariée et sont inscrits comme demandeurs d'emploi depuis au moins vingt-quatre mois;

5° les demandeurs d'emploi, visés à l'article 7, âgés de moins de vingt-cinq ans ou de plus de cinquante ans et qui sont inscrits, sans interruption, comme demandeurs d'emploi depuis au moins vingt-quatre mois;

6° les ayants-droit au revenu d'intégration sociale prévu par la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale, âgés de moins de vingt-cinq ans ou de plus de cinquante ans et qui sont inscrits, sans interruption, comme demandeurs d'emploi depuis au moins douze mois;

7° les bénéficiaires de l'aide sociale financière, visés au point 3° a, b et c, âgés de moins de vingt-cinq ans ou de plus de cinquante ans et qui sont inscrits, sans interruption, comme demandeurs d'emploi depuis au moins douze mois;

8° les personnes ayant bénéficié, pendant au moins six mois, au cours des douze derniers mois, d'une formation professionnelle dispensée par un organisme financé en tout ou en partie par la Région wallonne et dont la liste est arrêtée par le Gouvernement;

9° les demandeurs d'emploi ayant été engagés, au cours des douze derniers mois, dans le cadre d'un programme de transition professionnelle, en application du décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle;

10° les demandeurs d'emploi ayant fait l'objet, au cours des douze derniers mois, d'un accompagnement par une mission régionale pour l'emploi agréée, en vertu du décret du 11 mars 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi;

11° les demandeurs d'emploi ayant conclu, au cours des vingt-quatre derniers mois, un "contrat crédit insertion" avec l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, en application du décret du 1<sup>er</sup> avril 2004 relatif au dispositif intégré d'insertion socioprofessionnelle;

12° les personnes qui résident en Région wallonne et qui :

a) sont enregistrées en tant que "personnes handicapées" à l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées, à la "Vlaams Agentschap voor Personen met een Handicap", anciennement le "Vlaams Fonds voor Personen met een Handicap", au Service bruxellois francophone des Personnes handicapées ou à la "Dienststelle für Personen mit Behinderung";

b) bénéficient d'une allocation de remplacement de revenus ou d'une allocation d'intégration, sur base de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées;

c) sont en possession d'une attestation, délivrée par la Direction générale Personnes handicapées du Service public fédéral Sécurité sociale, pour l'octroi des avantages sociaux et fiscaux;

d) sont victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle, pouvant certifier d'une incapacité de travail permanente d'au moins 66 % par une attestation du Fonds des Accidents du Travail, du Fonds des Maladies professionnelles ou du service médical compétent dans le cadre de la loi du 3 juillet 1967 sur la prévention ou la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public ou un régime équivalent;

e) sont victimes d'un accident de droit commun, pouvant certifier d'une incapacité permanente d'au moins 66 % à la suite d'une décision judiciaire;

f) sont en possession d'une attestation de reconnaissance en invalidité délivrée par leur organisme assureur ou par l'INAMI.

La situation des personnes, visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, est appréciée la veille de la prise d'effet de l'attestation visée à l'article 13."

**Art. 6.** L'article 10 du même décret, modifié par le décret-programme du 3 février 2005, est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 10. Pour l'application des articles 8 et 9, les périodes suivantes sont réputées non interruptives et assimilées à des périodes d'inscription comme demandeur d'emploi :

1° les périodes au cours desquelles le demandeur d'emploi est lié par un ou plusieurs contrats de travail de manière consécutive ou non, totalisant au maximum six mois;

2° les périodes d'occupation dans un poste de travail, tel que reconnu en application de la réglementation générale relative à la réinsertion de chômeurs très difficiles à placer prise en vertu de l'article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, m, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, relatif à la réinsertion professionnelle des chômeurs de longue durée ou d'autres législations;

3° les périodes d'occupation dans le cadre des dispositions relatives à la convention de premier emploi visées au chapitre VIII de la loi du 24 décembre 1999 en vue de la promotion de l'emploi ou de toute autre législation ayant le même objet;

4° les périodes d'occupation dans le cadre de la loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité;



5° les périodes d'occupation dans le cadre des législations prises afin de favoriser la formation en alternance au niveau fédéral, communautaire ou régional ainsi que de la Commission communautaire française;

6° les périodes d'occupation dans un programme de transition professionnelle, en application du décret du 18 juillet 1997 précité;

7° les périodes d'occupation dans le cadre du présent décret;

8° les périodes pendant lesquelles les personnes visées à l'article 7 n'étaient pas inscrites comme demandeurs d'emploi parce qu'elles ont interrompu volontairement leur carrière pour assurer l'éducation de leurs enfants ou la prise en charge de proches en situation de dépendance ou de manque d'autonomie;

9° les périodes qui ont donné lieu au paiement d'une allocation par application des dispositions légales ou réglementaires en matière d'assurance obligatoire contre la maladie ou l'invalidité ou en matière d'assurance-maternité;

10° les périodes d'occupation dans le cadre du programme "Plan Formation Insertion", tel que visé par le décret du 18 juillet 1997 relatif à l'insertion de demandeurs d'emploi auprès d'employeurs qui organisent une formation permettant d'occuper un poste vacant;

11° les périodes d'incarcération dans un établissement pénitentiaire ou de défense sociale."

**Art. 7.** L'article 11 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

" Art. 11. Pour l'application des articles 8 et 9, les périodes d'occupation en application des articles 60, § 7, et 61 de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale ne sont pas considérées comme interruptions et sont assimilées aux périodes d'inscription comme demandeur d'emploi et du bénéfice du revenu d'intégration sociale ou de l'aide sociale financière."

**CHAPITRE II.** — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 portant exécution du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand et d'autres dispositions légales*

**Art. 8.** A l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 portant exécution du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand et d'autres dispositions légales, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 4° est remplacé par ce qui suit :

"4° "Administration : la Direction de la Promotion de l'Emploi du Département de l'Emploi et de la Formation professionnelle de la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie";"

2° le 5° est remplacé par ce qui suit :

"5° "Le FOREm" : l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi";"

**Art. 9.** A l'article 8 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du 7 juillet 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

"§ 2. Tout employeur bénéficiant d'une décision d'octroi de l'aide doit procéder à l'engagement d'un ou plusieurs demandeurs d'emploi inoccupés ou au remplacement d'un travailleur suite à un départ définitif, dans les six mois à compter du premier jour du mois qui suit la date de notification de la décision ou le départ définitif du travailleur à remplacer. Tout engagement réalisé au-delà de ce délai ne peut donner lieu à l'octroi de l'aide pour le travailleur concerné."

2° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

"§ 3. Tout employeur bénéficiant d'une disposition d'octroi ne peut, sous peine de perdre le bénéfice de la décision d'octroi de l'aide, engager un demandeur d'emploi inoccupé lorsqu'il a conclu avec celui-ci, durant les douze mois qui précèdent la délivrance de l'attestation visée à l'article 13 du décret, un contrat de travail à durée indéterminée.

Toutefois, l'employeur bénéficiant d'une décision d'octroi peut, sans perdre le bénéfice de la décision d'octroi de l'aide, engager le demandeur d'emploi inoccupé qui, durant les douze mois qui précèdent la délivrance de l'attestation visée à l'article 13 du décret, a conclu avec lui un contrat de travail :

1° dans le cadre du décret du 18 juillet 1997 relatif au programme de transition professionnelle;

2° dans le cadre de la convention de premier emploi visée au chapitre VIII de la loi du 24 décembre 1999 en vue de la promotion de l'emploi;

3° dans le cadre des articles 60, § 7, et 61 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale;

4° dans le cadre de la loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité;

5° dans le cadre de l'ensemble de la réglementation relative à la réinsertion de chômeurs très difficiles à placer prise en vertu de l'article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, m, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, relatif à la réinsertion professionnelle des chômeurs de longue durée ou d'autres législations ou réglementations fédérales ayant le même objet;

6° dans le cadre de l'arrêté royal du 15 février 2005 relatif au travail saisonnier ou occasionnel dans le secteur de l'agriculture;

7° dans le cadre des législations prises afin de favoriser la formation en alternance au niveau fédéral, communautaire ou régional ainsi que de la Commission communautaire française;

8° dans le cadre du décret;

9° dans le cadre du programme "Plan Formation Insertion", tel que visé par le décret du 18 juillet 1997 relatif à l'insertion de demandeurs d'emploi auprès d'employeurs qui organisent une formation permettant d'occuper un poste vacant;

10° dans le cadre d'un emploi - tremplin tel que visé par le décret du 11 mars 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi qui ne serait pas déjà visé par le présent alinéa.

Par dérogation à l'alinéa 2, l'employeur bénéficiant d'une décision d'octroi peut, sans perdre le bénéfice de la décision de l'octroi de l'aide, engager le demandeur d'emploi inoccupé qui, durant les douze mois qui précèdent la délivrance de l'attestation visée à l'article 13 du décret, a conclu avec lui un contrat de travail à durée indéterminée à temps partiel, ne faisant pas l'objet d'une aide dans le cadre du décret, pour autant que ledit employeur conclue avec le travailleur concerné un contrat de travail à temps plein.

Si l'employeur en fait la demande motivée et justifie la perte de subventions émanant des pouvoirs publics, le Gouvernement peut déroger à la condition visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> et lui octroyer l'aide pour l'engagement d'un demandeur d'emploi inoccupé qui, durant les 12 mois qui précèdent la délivrance de l'attestation visée à l'article 13 du décret, a conclu avec lui un contrat de travail à durée indéterminée."

**Art. 10.** Dans l'article 9 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du 7 juillet 2006, l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

"En ce qui concerne l'employeur visé à l'article 5 du décret, le Ministre peut prendre une décision pour une durée déterminée de trois mois minimum à trois ans maximum sauf prorogation possible pour les structures prestataires de services visées à l'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, b), du décret du 14 décembre 2006 relatif à l'agrément et au subventionnement des initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale, en abrégé : "I.D.E.S.S."

**Art. 11.** Dans l'article 10, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du 7 juillet 2006, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

"§ 1<sup>er</sup>. Lorsqu'une décision est retirée, l'aide continue à être octroyée pendant la durée du préavis presté par le travailleur, telle que prévue par la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail ou par la convention collective de travail n<sup>o</sup> 75 du 20 décembre 1999, conclue au sein du Conseil national du Travail, relative aux délais de préavis des ouvriers, en ce non compris les périodes d'incapacité de travail qui suspendent l'exécution du préavis non prises en charge par l'employeur."

**Art. 12.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 13*bis* libellé comme suit :

"Art. 13*bis*. Par coût effectivement supporté par l'employeur au sens de l'article 21, alinéa 5, du décret, il faut entendre toute dépense effectuée par l'employeur en raison d'une obligation légale, réglementaire ou émanant d'une convention collective, majorée des frais de secrétariat social, augmentée du coût des heures complémentaires effectuées par les travailleurs à temps partiel, des heures supplémentaires et diminuée des subventions émanant d'autres organismes destinés à couvrir ces dépenses à l'exception des remboursements de tout ou partie de ces subventions, effectués par l'employeur."

**Art. 13.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 13*ter* libellé comme suit :

"Art. 13*ter*. Pour tout élément modificatif dans la situation du travailleur ou dans les cas visés à l'article 8, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, l'employeur visé aux articles 3 et 5 du décret, est tenu d'informer le FOREm immédiatement et au plus tard le quinzième jour du deuxième mois qui suit la date de prise d'effet de la modification. A défaut de respecter ce dernier délai, les points correspondant au poste de travail occupé par ce travailleur sont définitivement perdus."

**Art. 14.** à l'article 16 du même arrêté, modifié par l'arrêté du 7 juillet 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots "d'une demande" sont remplacés par les mots "de la première demande.";

2<sup>o</sup> l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

"L'effectif de référence est déterminé, soit par les relevés de l'Office national de Sécurité sociale des administrations provinciales et locales, relatifs aux quatre trimestres précédant la demande, soit par une attestation d'un secrétariat social agréé, relative aux quatre trimestres précédant la demande."

3<sup>o</sup> à l'alinéa 6, le 3<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

"3<sup>o</sup> à la perte de subventions émanant d'organismes publics ou à la fermeture de structures."

**Art. 15.** L'article 17 du même arrêté, abrogé par l'arrêté du 7 juillet 2006 est rétabli dans la rédaction suivante :

"Art. 17. Les employeurs visés à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, du décret doivent utiliser les points octroyés en vertu de l'article 15, § 1<sup>er</sup>, du décret dans un délai de six mois prenant cours à dater du premier jour du mois qui suit la notification de la décision d'octroi.

Pour calculer la perte des points des employeurs visés à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, le FOREm compare le nombre de points utilisés en moyenne dans le semestre avec le nombre de points utilisés le dernier jour du semestre. Le nombre de points perdus est la différence entre le nombre de points octroyés par la décision et celui des deux nombres calculés ci-avant le plus favorable aux employeurs visés à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, du décret."

**Art. 16.** L'article 18 du même arrêté, abrogé par l'arrêté du 7 juillet 2006, est rétabli dans la rédaction suivante :

"Art. 18. Les employeurs visés à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, du décret peuvent gérer le nombre de points justifiés par l'attestation visée à l'article 13 du décret conformément aux articles 7 à 12 du décret.

Toutefois, la période d'occupation dans le cadre du décret auprès des employeurs visés à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, du décret est assimilée à une période d'inscription comme demandeur d'emploi inoccupé telle que visée aux articles 7 à 9 du décret."

**Art. 17.** A l'article 19 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

"L'employeur visé à l'article 3 du décret peut gérer le nombre de points justifiés par l'attestation visée à l'article 13 du décret conformément aux articles 7 à 12 du décret. Toutefois, la période d'occupation dans le cadre du décret auprès de l'employeur visé à l'article 3 du décret est assimilée à une période d'inscription comme demandeur d'emploi inoccupé, telle que visée aux articles 7 à 9 du décret.

2<sup>o</sup> un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

"Les redistributions de points produisent leurs effets le premier jour d'un mois situé dans le délai prévu à l'article 31 du décret. Pour gérer les points, il faut que l'employeur connaisse un changement dans la structure du personnel qu'il occupe dans le cadre du décret, à savoir l'engagement d'un nouveau travailleur, la modification d'un régime de travail, le départ définitif d'un travailleur, le changement de statut ou de fonction d'un travailleur. En outre, aucune redistribution des points ne peut se dérouler si l'employeur visé à l'article 3 du décret n'occupe pas, au moment où les modifications produisent leurs effets, le nombre minimum d'équivalents temps plein fixé dans la décision d'octroi. L'indexation de la valeur du point, telle que visée à l'article 21, alinéa 3, du décret est assimilée à un changement dans la structure du personnel engagé dans le cadre du décret"

**Art. 18.** L'article 21, alinéa 3, du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

"L'effectif de référence est déterminé, selon les modalités définies par le Ministre, par une attestation d'un secrétariat social agréé relative aux quatre trimestres précédant la demande ou, à défaut, par une attestation équivalente de l'O.N.S.S."

**Art. 19.** La phrase liminaire de l'article 22 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du 7 juillet 2006, est remplacé par ce qui suit :

"Art. 22. Sauf en ce qui concerne l'employeur qui bénéficie d'une aide en vertu de l'article 19bis du décret, l'employeur visé à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, dudit décret bénéficie d'un nombre de points maximum calculé comme suit :".

**Art. 20.** A l'article 26 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du 7 juillet 2006, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> le paragraphe 2 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

"Lors de tout engagement ou de toute modification dans la situation du travailleur, le FOREm paie une avance dont le montant est déterminé par le Ministre. Cette avance est récupérée automatiquement par le FOREm lors de la fin de l'engagement ou de la fin de la modification susvisée."

2<sup>o</sup> l'article 26 est complété par un paragraphe 4 rédigé comme suit :

"§ 4. Les employeurs visés aux articles 2 à 5 du décret disposent d'un délai de deux mois prenant cours le premier jour du mois qui suit la date de l'envoi de la déclaration justificative des subventions pour en contester le montant auprès du FOREm."

**Art. 21.** Le présent produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2009, à l'exception de l'article 15 qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2010.

**Art. 23.** Le Ministre ayant l'Emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 30 avril 2009.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Economie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,  
J.-C. MARCOURT

—  
VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 2188

[2009/202572]

**30 APRIL 2009. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002 tot uitvoering van het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector en andere wetsbepalingen**

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EG) nr. 1998/2006 van de Commissie van 15 december 2006 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het Verdrag op de minimissteun;

Gelet op het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector, inzonderheid op de artikelen 6 en 13;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002 tot uitvoering van het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector en andere wetsbepalingen;

Overwegende dat de Regering, wanneer ze artikel 5 van voornoemd decreet van 25 april 2002 wijzigt, overeenkomstig artikel 6 van hetzelfde decreet hetzij het werkloosheidsvolume, hetzij de beginselen en de doelstellingen van de duurzame ontwikkeling of de creatie van banen in overweging neemt;

Dat, rekening houdend met de huidige economische conjunctuur, het risico van een toename van het werkloosheidsvolume in de commerciële sector immers reëel is en dat het o.a. past het toepassingsgebied van voornoemd decreet van 25 april 2002 tot nieuwe sectoren uit te breiden;

Dat de Regering zodoende in de lijn wenst te liggen van de beginselen en doelstellingen van de duurzame ontwikkeling en de creatie van banen door het ondersteunen van de dynamiek van banencreatie voor de laaggeschoolde jongeren, gestimuleerd door het "Plan d'Actions prioritaires pour l'Avenir wallon" (Plan van prioritaire acties voor de toekomst van Wallonië), in een sociaal-economische context van financiële crisis, die bijzonder nadelig is voor de broze doelgroepen waarvan zij deel uitmaken;

Overwegende dat de Regering, wanneer ze de artikelen 7 tot 11 van voornoemd decreet van 25 april 2002 wijzigt, overeenkomstig artikel 13 van hetzelfde decreet hetzij de structurele evolutie van de werkloosheid, hetzij de betrokken activiteitensectoren, hetzij de Europese regelgeving, hetzij de wijzigingen aangebracht in het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering in overweging neemt;

Gelet op het overleg gepleegd met de Federale Overheid belast met Tewerkstelling, overeenkomstig artikel 6, § 3bis, 1<sup>o</sup>, van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 2009;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne" (Hoge raad van steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 12 januari 2009;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling), gegeven op 20 januari 2009;

Gelet op het advies van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-economische raad van het Waalse Gewest) nr. A 963, aangenomen op 9 februari 2009;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 3 december 2008;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 5 december 2008;

Gelet op het advies nr. 46/297/2 van de Raad van State, gegeven op 20 april 2009, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium;  
Na beraadslaging,

Besluit :

**HOOFDSTUK I.** — *Wijzigingen in het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector*

**Artikel 1.** Artikel 3, § 1, 1<sup>o</sup>, van het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector, gewijzigd bij het decreet van 14 december 2006, wordt vervangen als volgt :

“1<sup>o</sup> de instellingen bedoeld in de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen;”.

**Art. 2.** In artikel 5 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 15 februari 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

“§ 2. Met inachtneming van de Europese regels die de sectorale tegemoetkomingen regelen, is dit decreet niet van toepassing op de kleine en middelgrote ondernemingen, noch op de in paragraaf 1 bedoelde spin-offs die activiteiten uitoefenen die ressorteren onder de sectoren of sectorgedeelten opgenomen in de volgende afdelingen, klassen en subklassen :

1<sup>o</sup> 10.10 tot 10.30, 11, 12, 23.30, 40.10 tot 40.30 en 41 van de activiteitennomenclatuur uitgewerkt door het Nationaal Instituut voor Statistiek (tweede uitgave 1998) in een geharmoniseerd Europees kader, opgelegd bij Verordening (EEG) nr. 3037/90 van de Raad van 9 oktober 1990 betreffende de statistische nomenclatuur van de economische activiteiten in de Europese Gemeenschap, zoals gewijzigd bij Verordening (EEG) nr. 761/93 van de Commissie van 24 maart 1993, hierna “code NACE BEL” genoemd;

2<sup>o</sup> 50.10 tot 50.50 van de code NACE-BEL;

3<sup>o</sup> 51.11 tot 51.19 van de code NACE-BEL;

4<sup>o</sup> 52.11 tot 52.74 van de code NACE-BEL;

5<sup>o</sup> 55.21 tot 55.52 van de code NACE-BEL, met uitzondering van de subklasse 55.231 van de code NACE-BEL;

6<sup>o</sup> 60.10 tot 60.23 van de code NACE-BEL;

7<sup>o</sup> 50.10 van de code NACE-BEL;

8<sup>o</sup> 65 tot 70.32 van de code NACE-BEL;

9<sup>o</sup> 71.10 tot 71.40 van de code NACE-BEL;

10<sup>o</sup> 80.10 tot 80.42 van de code NACE-BEL, alsook de activiteiten i.v.m. opleidingscursussen;

11<sup>o</sup> 85.11 tot 85.32 van de code NACE-BEL;

12<sup>o</sup> 92 van de code NACE-BEL, met uitzondering van de klassen 92.11, 92.53 en de subklasse 92.332 van de code NACE-BEL, alsook de uitbatingen van toeristische bezienswaardigheden;

13<sup>o</sup> 93 van de code NACE-BEL, met uitzondering van de subklasse 93.011 van de code NACE-BEL;

14<sup>o</sup> 50.10 van de code NACE-BEL;

15<sup>o</sup> de vrije beroepen of de verenigingen opgericht door die personen;

16<sup>o</sup> de ondernemingen die parkeerterreinen uitbaten;

17<sup>o</sup> de dierenpensies en alles wat gezelschapsdieren betreft;

18<sup>o</sup> de landbouwexploitanten en de coöperatieven voor verwerking en commercialisering die in aanmerking komen voor landbouwsteun.

De verwijzing naar de code NACE-BEL houdt in dat de onderneming vermoedelijk onder de activiteitendomeinen ressorteert. Ze kan vaststellen dat de code NACE-BEL die haar toegewezen wordt niet overeenstemt met haar activiteitendomein of met het geplande investeringsprogramma en dat ze stappen bij de Kruisbank van Ondernemingen heeft ondernomen om één of meer andere te verkrijgen.”;

2<sup>o</sup> er wordt een paragraaf *2bis* bis ingevoegd, luidend als volgt :

“§ *2bis*. De kleine en middelgrote ondernemingen, alsook de spin-offs bedoeld in § 1, die krachtens artikel 19*bis* steun genieten met inachtneming van Verordening (EG) nr. 1998/2006 van de Commissie van 15 december 2006 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het Verdrag op de minimissteun en die activiteiten uitoefenen waarop de punten 1<sup>o</sup>, 12<sup>o</sup>, 13, 17<sup>o</sup> en 18<sup>o</sup> van § 2, alsook de punten 2<sup>o</sup> tot 5<sup>o</sup> van dezelfde paragraaf van toepassing zijn, worden evenwel niet uitgesloten uit het toepassingsgebied bedoeld in paragraaf 2, op voorwaarde dat ze, wat die vier punten aangaat, vóór de steunverlening hoogstens vijf voltijds equivalent werknemers tellen.”;

3<sup>o</sup> er wordt een paragraaf *2ter* bis ingevoegd, luidend als volgt :

“§ *2ter*. De Regering is bevoegd voor het opmaken van een conversietabel van de code NACE BEL gebruikt in de paragrafen 2 en *2bis* om rekening te houden met de nieuwe activiteitennomenclatuur bedoeld in Verordening (EG) nr. 1893/2006 van het Europees parlement en van de Raad van 20 december 2006 tot vaststelling van de statistische nomenclatuur van de economische activiteiten NACE Rev. 2 en tot wijziging van Verordening (EEG) Nr. 3037/90 van de raad, evenals van sommige verordeningen (EG) betreffende specifieke statistische gebieden.”;

4<sup>o</sup> in paragraaf 3 wordt punt 5<sup>o</sup> vervangen als volgt :

“5<sup>o</sup> een kleine of middelgrote onderneming zijn overeenkomstig de volgende criteria :

a) minder dan tweehonderdvijftig bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid ingeschreven werknemers tewerkstellen;

b) hetzij een jaaromzet van hoogstens 40 miljoen euro, hetzij een totale jaarbalans van hoogstens 27 miljoen euro voorleggen;

c) het zelfstandigheidsbeginsel in acht nemen zoals bepaald in paragraaf 4;”;

5<sup>o</sup> in paragraaf 3 wordt punt 6<sup>o</sup> vervangen als volgt :

“6<sup>o</sup> niet een onderneming in moeilijkheden zijn, m.a.w. een onderneming die de volgende voorwaarden vervult :



a) in het geval van een vennootschap met beperkte aansprakelijkheid : wanneer meer dan de helft van het maatschappelijk kapitaal is verdwenen en meer dan een kwart van dit kapitaal tijdens de afgelopen twaalf maanden is verloren gegaan, of

b) in het geval van een vennootschap waarvan ten minste enkele vennoten onbeperkte aansprakelijkheid voor de schulden van de vennootschap hebben : wanneer meer dan de helft van het eigen vermogen, zoals in de jaarrekening van de vennootschap wordt vermeld, is verdwenen en meer dan een kwart van dit vermogen tijdens de afgelopen twaalf maanden is verloren gegaan, of

c) voor alle ondernemingsvormen : wanneer de onderneming volgens het nationale recht aan de voorwaarden voldoet om aan een collectieve insolventieprocedure te worden onderworpen.

Een onderneming die sinds minder dan drie jaar als vennootschap opgericht is wordt niet beschouwd als een onderneming in moeilijkheden wat die periode betreft, tenzij ze voldoet aan de voorwaarden vermeld in het eerste lid, c);

6° paragraaf 4 wordt gewijzigd als volgt :

"§ 4. Een onderneming wordt als zelfstandig beschouwd wanneer ze niet voor 25 % of meer van het kapitaal of van de stemrechten in handen is van een onderneming of van verschillende ondernemingen gezamenlijk die niet beantwoorden aan de definitie van paragraaf 3, 1° en 5°.

Die drempel kan overschreden worden in twee gevallen :

1° indien de onderneming in handen is van openbare participatievennootschappen, risicokapitaalvennootschappen of institutionele investeerders en op voorwaarde dat ze, afzonderlijk of gezamenlijk, geen controle op de onderneming voeren;

2° als uit de verspreiding van het kapitaal blijkt dat het onmogelijk is te weten wie het in handen heeft en dat de onderneming verklaart wettig te mogen vermoeden dat het niet voor 25 % of meer in handen is van één onderneming of van verschillende ondernemingen gezamenlijk die aan de definitie van de kleine en middelgrote onderneming beantwoorden."

7° paragraaf 7 wordt gewijzigd als volgt :

"§ 7. Er wordt verstaan onder :

1° "openbare participatievennootschappen" : de openbare investeringsmaatschappijen, namelijk de Nationale Investeringsmaatschappij, de "Société régionale d'Investissement de Wallonie" (Gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Wallonië), de "Gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Vlaanderen", de Gewestelijke Investeringsmaatschappij voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en hun dochtermaatschappijen, met inbegrip van de beheers- en participatiemaatschappij;

2° "risicokapitaalvennootschappen" : de investeringsmaatschappijen die ondernemingen fondsen ter beschikking stellen die geïnvesteerd worden in de vorm van eigen of nagenoeg eigen fondsen, o.a. in de vorm van participaties of ondergeschikte leningen, ongeacht het bedrag;

3° "institutionele investeerders" : de banken, met uitzondering van de "Société de gestion et de participation et de la Caisse d'Investissement wallonne" (Beheers- en participatiemaatschappij en Waalse investeringskas), de verzekeringsmaatschappijen en beleggingsfondsen op voorwaarde dat ze niet meer dan 49 % van het maatschappelijk kapitaal van de in artikel 5, § 3, 1° en 5°, bedoelde onderneming in handen hebben;"

**Art. 3.** Artikel 7 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het programmadecreet van 3 februari 2005, wordt vervangen als volgt :

"Art. 7. De betrekkingen bedoeld in dit decreet kunnen bekleed worden door de niet-werkende werkzoekenden die als dusdanig ingeschreven zijn bij het "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" (Waalse dienst voor beroepsopleiding en tewerkstelling), met uitzondering van de werkzoekenden die een zelfstandige activiteit uitoefenen.

De toestand van de personen bedoeld in het eerste lid wordt beoordeeld de dag voor de inwerkingtreding van het attest bedoeld in artikel 13."

**Art. 4.** Artikel 8 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het programmadecreet van 3 februari 2005, wordt vervangen als volgt :

"Art. 8. De betrekkingen bedoeld in dit decreet kunnen eveneens bekleed worden door :

1° de niet-werkende werkzoekenden bedoeld in artikel 7 die sinds vierentwintig maanden zonder onderbreking ingeschreven zijn;

2° de rechthebbenden op het leefloon bepaald bij de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op sociale integratie en die sinds minstens twaalf maanden zonder onderbreking ingeschreven zijn;

3° de rechthebbenden op de financiële sociale tegemoetkoming die :

a) hetzij voor onbeperkte duur mogen verblijven;

b) hetzij mogen verblijven overeenkomstig artikel 9, derde lid, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, voor zover de verlenging van het verblijf onderworpen is aan de voorwaarde dat een betrekking bekleed wordt;

c) hetzij overeenkomstig de artikelen 9, 9bis of 10 van voornoemde wet van 15 december gemachtigd worden voor een beperkte duur te verblijven, voor zover uitdrukkelijk voorzien wordt in de mogelijkheid van een verblijfvergunning voor een onbepaalde duur;

en die sinds minstens twaalf maanden als werkzoekende ingeschreven zijn;

4° de rechthebbenden op een inkomensvervangende of integratietegemoetkoming krachtens de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten, die geen bezoldigde activiteit uitoefenen en sinds minstens 12 maanden als werkzoekende ingeschreven zijn;

5° de werkzoekenden bedoeld in artikel 7, jonger dan vijftientwintig jaar of ouder dan vijftig jaar, die sinds minstens twaalf maanden zonder onderbreking als werkzoekende ingeschreven zijn;

6° de rechthebbenden op het leefloon bepaald bij de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op sociale integratie en die sinds minstens twaalf maanden zonder onderbreking ingeschreven zijn;

7° de rechthebbenden op de financiële sociale tegemoetkoming, bedoeld in artikel 3°, a, b en c, jonger dan vijftientwintig jaar of ouder dan vijftig jaar, die sinds minstens zes maanden zonder onderbreking als werkzoekende ingeschreven zijn.

De toestand van de personen bedoeld in het eerste lid wordt beoordeeld de dag voor de inwerkingtreding van het attest bedoeld in artikel 13."

**Art. 5.** Artikel 9 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het programmadecreet van 3 februari 2005, wordt vervangen als volgt :

"Art. 9. De betrekkingen bedoeld in dit decreet kunnen eveneens bekleed worden door :

1° de niet-werkende werkzoekenden bedoeld in artikel 7 die sinds achtenveertig maanden zonder onderbreking ingeschreven zijn;

2° de rechthebbenden op het leefloon bepaald bij de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op sociale integratie en die sinds minstens vierentwintig maanden zonder onderbreking ingeschreven zijn;

3° de rechthebbenden op de financiële sociale tegemoetkoming die :

a) die hetzij voor onbepaalde duur mogen verblijven;

b) hetzij mogen verblijven overeenkomstig artikel 9, derde lid, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, voor zover de verlenging van het verblijf onderworpen is aan de voorwaarde dat een betrekking bekleed wordt;

c) hetzij overeenkomstig de artikelen 9, *9bis* of 10 van voornoemde wet van 15 december gemachtigd worden voor een beperkte duur te verblijven, voor zover uitdrukkelijk voorzien wordt in de mogelijkheid van een verblijfsvergunning voor een onbepaalde duur,

en die sinds minstens vierentwintig maanden als werkzoekende ingeschreven zijn;

4° de rechthebbenden op een inkomensvervangende of integratietegemoetkoming krachtens de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten, die geen bezoldigde activiteit uitoefenen en sinds minstens vierentwintig maanden als werkzoekende ingeschreven zijn;

5° de werkzoekenden bedoeld in artikel 7, jonger dan vijftientwintig jaar of ouder dan vijftig jaar, die sinds minstens vierentwintig maanden zonder onderbreking als werkzoekende ingeschreven zijn;

6° de rechthebbenden op het leefloon bepaald bij de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op sociale integratie, jonger dan vijftientwintig jaar of ouder dan vijftig jaar, en die sinds minstens twaalf maanden zonder onderbreking ingeschreven zijn;

7° de rechthebbenden op de financiële sociale tegemoetkoming, bedoeld in artikel 3°, *a*, *b* en *c*, jonger dan vijftientwintig jaar of ouder dan vijftig jaar, die sinds minstens twaalf maanden zonder onderbreking als werkzoekende ingeschreven zijn.

8° de personen die in de loop van de afgelopen twaalf maanden gedurende minstens zes maanden een beroepsopleiding gevolgd hebben die gegeven wordt door een instelling die geheel of gedeeltelijk door het Waalse Gewest gefinancierd wordt en waarvan de lijst door de Regering bepaald wordt;

9° de werkzoekenden die in de loop van de afgelopen twaalf maanden in dienst genomen werden in het kader van een doorstromingsprogramma, overeenkomstig het decreet van 18 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma;

10° de werkzoekenden die in de loop van de afgelopen twaalf maanden het voorwerp zijn geweest van een begeleiding door een gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling, krachtens het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling;

11° de werkzoekenden die in de loop van de afgelopen vierentwintig maanden een inschakelingskrediet-contract met de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" hebben gesloten, overeenkomstig het decreet van 1 april 2004 betreffende het geïntegreerd stelsel inzake socio-professionele inschakeling;

12° de in het Waalse Gewest woonachtige personen die :

a) als "gehandicapte personen" geregistreerd zijn bij het "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" (Waals agentschap voor de integratie van Gehandicapte Personen), bij het "Vlaams Agentschap voor Personen met een Handicap", vroeger "Vlaams Fonds voor Personen met een Handicap" genoemd, bij de Brusselse Franstalige dienst voor mindervaliden of bij de "Dienststelle für Personen mit Behinderung";

b) een inkomensvervangende of integratietegemoetkoming ontvangen krachtens de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten;

c) aan wie het Directoraat-generaal Personen met een handicap van de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid een attest afgeleverd heeft met het oog op de toekenning van sociale en fiscale voordelen;

d) het slachtoffer zijn van een arbeidsongeval of van een beroepsziekte en die kunnen bewijzen dat ze voor minstens 66 % permanent arbeidsongeschikt zijn aan de hand van een attest van het Fonds van Arbeidsongevallen, het Fonds van Beroepsziekten of van de bevoegde geneeskundige overeenkomstig de wet van 3 juli 1967 betreffende de preventie van of de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector of een gelijkwaardig stelsel;

e) het slachtoffer zijn van een ongeval van gemeen recht en die ingevolge een rechterlijke beslissing kunnen bewijzen dat ze voor minstens 66 % permanent arbeidsongeschikt zijn;

f) in het bezit zijn van een invaliditeitserkenningsattest afgeleverd door hun verzekeringsinstelling of door het RIZIV.

De toestand van de personen bedoeld in het eerste lid wordt beoordeeld de dag voor de inwerkingtreding van het attest bedoeld in artikel 13."

**Art. 6.** Artikel 10 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het programmadecreet van 3 februari 2005, wordt vervangen als volgt :

"Art. 10. Voor de toepassing van de artikelen 8 en 9 worden de volgende periodes beschouwd als niet onderbrekend en gelijkgesteld met periodes van inschrijving als werkzoekende :

1° de periodes in de loop waarvan de werkzoekende gebonden is door één of meer al dan niet opeenvolgende arbeidscontracten, hoogstens zes maanden in totaal;

2° de periodes tewerkstelling op een arbeidspost, zoals erkend overeenkomstig de algemene regelgeving betreffende de herinschakeling van zeer moeilijk te plaatsen werklozen, genomen krachtens artikel 7, § 1, derde lid, *m*, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, betreffende de herinschakeling van de langdurige werklozen op de arbeidsmarkt of andere wetgevingen;

3° de tewerkstellingsperiodes in het kader van de bepalingen betreffende de startbaanovereenkomst bedoeld in hoofdstuk VIII van de wet van 24 december 1999 ter bevordering van de werkgelegenheid of van elke wetgeving met hetzelfde voorwerp;

4° de tewerkstellingsperiodes in het kader van de wet van 20 juli 2001 tot bevordering van buurtdiensten en -banen;

5° de tewerkstellingsperiodes in het kader van de wetgevingen genomen ter bevordering van de alternerende opleiding op federaal, gemeenschappelijk of gewestelijk niveau, alsook op het niveau van de Franse Gemeenschapscommissie;

6° de tewerkstellingsperiodes in het kader van een doorstromingsprogramma, overeenkomstig voornoemd decreet van 18 juli 1997;

7° de tewerkstellingsperiodes in het kader van dit decreet;

8° de periodes in de loop waarvan de personen bedoeld in artikel 7 niet als werkzoekende ingeschreven waren ingevolge een vrijwillige loopbaanonderbreking met het oog op de opvoeding van hun kinderen of op de tenlasteneming van naasten in een toestand van afhankelijkheid of van gebrek aan autonomie;

9° de periodes die aanleiding gegeven hebben tot de betaling van een uitkering overeenkomstig de wettelijke of reglementaire bepalingen inzake verplichte ziekte- of invaliditeitsverzekering of inzake moederschapsverzekering;

10° de tewerkstellingsperiodes in het kader van het programma "Plan Formation Insertion" (Plan vorming inschakeling), zoals bedoeld in het decreet van 18 juli 1997 betreffende de inschakeling van werkzoekenden bij werkgevers die een beroepsopleiding organiseren om in een vacature te voorzien;

11° de periodes opsluiting in een gevangenisinrichting of in een inrichting tot bescherming van de maatschappij."

**Art. 7.** Artikel 11 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"Art. 11. Voor de toepassing van de artikelen 8 en 9 worden de periodes tewerkstelling overeenkomstig de artikelen 60, § 7, en 61, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn niet als onderbrekingen beschouwd en worden ze gelijkgesteld met periodes inschrijving als werkzoekende en aanvrager van het voordeel van het leefloon of van de financiële sociale tegemoetkoming."

**HOOFDSTUK II.** — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002 tot uitvoering van het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector en andere wetsbepalingen*

**Art. 8.** In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002 tot uitvoering van het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector en van andere wetsbepalingen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 7 juli 2006 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 4° wordt vervangen als volgt :

"4° "Administratie : de Directie Tewerkstellingsbevordering van het Departement Tewerkstelling en Beroepsopleiding van het Operationele directoraat-generaal Economie, Tewerkstelling en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst;

2° punt 5° wordt vervangen als volgt :

"5° "Forem" : de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling).

**Art. 9.** In artikel 8 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 7 juli 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2 wordt het eerste lid vervangen als volgt :

§ 2. Elke werkgever die in aanmerking komt voor een beslissing tot toekenning van de tegemoetkoming moet tot de indienstneming van één of meer niet-werkende werkzoekenden of tot de vervanging van een werknemer ingevolge een definitief vertrek overgaan binnen zes maanden, te rekenen van de datum van de kennisgeving van de beslissing of van het definitieve vertrek van de te vervangen werknemer. Elke indienstneming na die termijn kan niet aanleiding geven tot de toekenning van de tegemoetkoming voor betrokken werknemer.";

2° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt :

"§ 3. Elke werkgever die in aanmerking komt voor een maatregel tot toekenning mag, op straffe van verlies van het voordeel van de beslissing tot toekenning van de tegemoetkoming, geen niet-werkende werkzoekende in dienst nemen wanneer hij met hem een arbeidsovereenkomst voor onbepaalde duur heeft gesloten in de loop van de twaalf maanden die voorafgaan aan de aflevering van het attest bedoeld in artikel 13 van het decreet.

Elke werkgever die in aanmerking komt voor een beslissing tot toekenning mag, zonder verlies van het voordeel van de beslissing tot toekenning van de tegemoetkoming, evenwel een niet-werkende werkzoekende in dienst nemen die in de loop van de twaalf maanden die voorafgaan aan de aflevering van het attest bedoeld in artikel 13 van het decreet met hem een arbeidscontract heeft gesloten :

1° in het kader van het decreet van 18 juli 1997 betreffende het doorstromingsprogramma;

2° in het kader van de startbaanovereenkomst bedoeld in hoofdstuk VIII van de wet van 24 december 1999 ter bevordering van de werkgelegenheid;

3° in het kader van de artikelen 60, § 7, en 61 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

4° in het kader van de wet van 20 juli 2001 tot bevordering van buurtdiensten en -banen;

5° in het kader van het geheel van de algemene regelgeving betreffende de herinschakeling van zeer moeilijk te plaatsen werklozen, genomen krachtens artikel 7, § 1, derde lid, *m*, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, betreffende de herinschakeling van de langdurige werklozen op de arbeidsmarkt of andere federale wetgevingen of regelgevingen met hetzelfde voorwerp;

6° in het kader van het koninklijk besluit van 15 februari 2005 betreffende de seizoens- en Gelegenheidsarbeid in de landbouwsector;

7° in het kader van de wetgevingen genomen ter bevordering van de alternerende opleiding op federaal, gemeenschappelijk of gewestelijk niveau, alsook op het niveau van de Franse Gemeenschapscommissie;

8° in het kader van het decreet;

9° in het kader van het programma "Plan Formation Insertion", zoals bedoeld in het decreet van 18 juli 1997 betreffende de inschakeling van werkzoekenden bij werkgevers die een beroepsopleiding organiseren om in een vacature te voorzien;

10° in het kader van een ingroeibaan zoals bedoeld in het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling die nog niet het voorwerp zou uitmaken van onderhavig lid.

In afwijking van het tweede lid mag de werkgever die in aanmerking komt voor een beslissing tot toekenning, zonder verlies van het voordeel hiervan, een niet-werkende werkzoekende in dienst nemen die in de loop van de twaalf maanden voor de aflevering van het in artikel 13 van het decreet bedoelde attest met hem een deeltijds arbeidscontract voor onbepaalde duur heeft gesloten en niet het voorwerp is van een tegemoetkoming in het kader van dit decreet, voor zover die werkgever een voltijds arbeidscontract met betrokken werknemer sluit.

Indien de werkgever een gemotiveerd verzoek indient en het verlies van overheidssubsidies rechtvaardigt, kan de Regering afwijken van de voorwaarde bedoeld in het eerste lid en hem de tegemoetkoming verlenen voor de indienstneming van een niet-werkende werkzoekende die een arbeidscontract voor onbepaalde duur met hem gesloten heeft in de loop van de twaalf maanden voor de aflevering van het attest bedoeld in artikel 13 van het decreet."

**Art. 10.** In artikel 9 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van 7 juli 2006, wordt het vierde lid vervangen als volgt :

"Wat betreft de werkgever bedoeld in artikel 5 van het decreet, kan de Minister een beslissing nemen voor een bepaalde duur van minimum drie maanden tot maximum drie jaar, behoudens mogelijke verlenging voor de structuren die diensten verstrekken bedoeld in artikel 1, 1°, b), van het decreet van 14 december 2006 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de "initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale" (initiatieven tot ontwikkeling van de werkgelegenheid in de sector van de buurtdiensten met een maatschappelijk doel), afgekort : "I.D.E.S.S."

**Art. 11.** In artikel 10, § 1, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van 7 juli 2006, wordt het eerste lid vervangen als volgt :

"§ 1. Wanneer een beslissing ingetrokken wordt, wordt de tegemoetkoming verder toegekend gedurende de door de werknemer gepresteerde opzegtermijn, zoals bepaald bij de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten of bij de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 75 van 20 december 1999, gesloten binnen de Nationale Arbeidsraad, betreffende de opzegtermijnen van de werknemers, met uitsluiting van de periodes van werkonbekwaamheid die de uitvoering van de opzegtermijn schorsen en niet door de werkgever gedragen worden."

**Art. 12.** Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 13bis, luidend als volgt :

"Art. 13bis. Onder daadwerkelijk door de werkgever gedragen kost in de zin van artikel 21, vijfde lid, van het decreet, wordt verstaan elke uitgave gedaan door de werkgever krachtens een verplichting opgelegd bij een wet, een reglement of een collectieve overeenkomst, verhoogd met de sociaal secretariaatskosten, verhoogd met de kost van de bijkomende uren gepresteerd door de deeltijdse werknemers, de overuren en verminderd met de subsidies verleend door andere instellingen ter dekking van die uitgaven, met uitzondering van de terugbetalingen van het geheel of van een gedeelte van die subsidies, verricht door de werkgever."

**Art. 13.** Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 13ter, luidend als volgt :

"Art. 13ter. Bij elke wijziging van de toestand van de werknemer of in de gevallen bedoeld in artikel 8, § 2, eerste lid, verwittigt de werkgever bedoeld in de artikelen 3 en 5 van het decreet onmiddellijk de FOREM, uiterlijk de vijftiende dag van de tweede maand na de datum van inwerkingtreding van de wijziging. Indien die termijn niet acht genomen wordt, zijn de punten die overeenstemmen met de door die werknemer beklede arbeidspost definitief verloren."

**Art. 14.** In artikel 16 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 7 juli 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "van een aanvraag" vervangen door de woorden "van de eerste aanvraag";

2° het derde lid wordt vervangen als volgt :

"Het referentiebestand wordt bepaald, hetzij aan de hand van de lijsten van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid van de provinciale en plaatselijke administraties die betrekking hebben op de vier kwartalen voor de aanvraag, hetzij op grond van een attest van een erkend sociaal secretariaat dat betrekking heeft op de vier kwartalen voor de aanvraag."

3° in het zesde lid wordt punt 3° vervangen als volgt :

"3° het verlies van subsidies verleend door overheidsinstellingen of de sluiting van structuren."

**Art. 15.** Artikel 17 van hetzelfde besluit, opgeheven bij besluit van 7 juli 2006, wordt hersteld als volgt :

"Art. 17. De werkgevers bedoeld in artikel 2, § 1, 1°, van het decreet moeten de krachtens artikel 15, § 1, van het decreet toegekende punten gebruiken binnen een termijn van zes maanden, die ingaat op de eerste dag van de maand na de kennisgeving van de beslissing tot toekenning.

Om het puntenverlies van de in artikel 2, eerste lid, bedoelde werknemers te berekenen, vergelijkt de FOREM het tijdens het semester gebruikt gemiddeld aantal punten met het aantal punten gebruikt op de laatste dag van het semester. Het aantal verloren punten is het verschil tussen het aantal punten toegekend bij de beslissing en dat van de twee hierboven berekende aantallen dat het gunstigste is voor de werkgevers bedoeld in artikel 2, § 1, 1°, van het decreet."

**Art. 16.** Artikel 18 van hetzelfde besluit, opgeheven bij besluit van 7 juli 2006, wordt hersteld als volgt :

"Art. 18. Het aantal punten gerechtvaardigd op grond van het attest bedoeld in artikel 13 van het decreet kan overeenkomstig de artikelen 7 tot 12 van het decreet beheerd worden door de werkgevers bedoeld in artikel 2, § 1, van het decreet.

De periode tewerkstelling die in het kader van het decreet plaatsvindt bij de werkgevers bedoeld in artikel 2, § 1, van het decreet wordt evenwel gelijkgesteld met een periode inschrijving als niet-werkende werkzoekende zoals bedoeld in de artikelen 7 tot 9 van het decreet."



**Art. 17.** In artikel 19 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

"Het aantal punten gerechtvaardigd op grond van het attest bedoeld in artikel 13 van het decreet kan overeenkomstig de artikelen 7 tot 12 van het decreet beheerd worden door de werkgever bedoeld in artikel 3 van het decreet. De periode tewerkstelling die in het kader van het decreet plaatsvindt bij de werkgever bedoeld in artikel 3 van het decreet wordt evenwel gelijkgesteld met een periode inschrijving als niet-werkende werkzoekende zoals bedoeld in de artikelen 7 tot 9 van het decreet."

2° tussen het tweede en het derde lid wordt volgend lid ingevoegd :

"De puntenherverdelingen worden van kracht op de eerste dag van een maand binnen de termijn bedoeld in artikel 31 van het decreet. De werkgever mag de punten beheren ingevolge een wijziging van de structuur van het personeel dat hij in het kader van het decreet tewerkstelt, met name de indienstneming van een nieuwe werknemer, de wijziging van een arbeidsstelsel, het definitieve vertrek van een werknemer, de verandering van het statuut of van de functie van een werknemer. Bovendien mogen de punten niet herverdeeld worden indien de in artikel 3 van het decreet bedoelde werkgever op de datum van inwerkingtreding van de wijzigingen niet het minimumaantal voltijds equivalent tewerkstelt waarin de beslissing tot toekenning voorziet. De indexeringswaarde van het punt, zoals bedoeld in artikel 21, derde lid, van het decreet, wordt gelijkgesteld met een wijziging van de structuur van het personeel dat in het kader van het decreet in dienst genomen is."

**Art. 18.** Artikel 21, derde lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"Het referentiebestand wordt volgens de door de Minsiter bepaalde modaliteiten berekend op grond van een attest van een erkend sociaal secretariaat dat betrekking heeft op de vier kwartalen voor de aanvraag of, bij gebreke daarvan, van een gelijkwaardig attest van de RSZ."

**Art. 19.** De inleidende zin van artikel 22 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van 7 juli 2006, wordt vervangen als volgt :

"Art. 22. Behalve wat betreft de werkgever die krachtens artikel 19bis van het decreet voor een tegemoetkoming in aanmerking komt, geniet de in artikel 5, § 1, 1°, van genoemd decreet een maximumaantal punten dat berekend wordt als volgt :"

**Art. 20.** In artikel 26 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 7 juli 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 2 wordt aangevuld met volgend lid :

"Bij elke indienstneming of bij elke wijziging van de toestand van de werknemer betaalt de FOREm een voorschot waarvan het bedrag door de Minister bepaald wordt. De toestand wordt door de FOREm automatisch ingevorderd aan het einde van de indienstneming of van bedoelde wijziging."

2° artikel 26 wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidend als volgt :

"§ 4. De werkgevers bedoeld in de artikelen 2 tot 5 van het decreet beschikken over een termijn van twee maanden, die ingaat op de eerste dag van de maand die volgt op de datum van verzending van de rechtvaardigingsverklaring van de subsidies, om het bedrag ervan bij de Forem aan te vechten."

**Art. 21.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2009, met uitzondering van artikel 15, dat in werking treedt op 1 januari 2010.

**Art. 23.** De Minister van Tewerkstelling is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 30 april 2009.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,  
J.-C. MARCOURT

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 2189

[2009/202573]

**16 AVRIL 2009. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 22 février 1999 déterminant les conditions techniques relatives aux logements faisant l'objet d'une prime à la réhabilitation dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 et l'arrêté ministériel du 30 mars 1999 déterminant les conditions techniques relatives aux logements faisant l'objet d'une prime à la réhabilitation en faveur des locataires et établissant une convention-type de bail à réhabilitation**

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

Vu le Code wallon du Logement, notamment l'article 16;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime à la réhabilitation de logements améliorables;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime en faveur des locataires qui réhabilitent un logement améliorable dans le cadre d'un bail à réhabilitation;

Vu l'arrêté ministériel du 22 février 1999 déterminant les conditions techniques relatives aux logements faisant l'objet d'une prime à la réhabilitation dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999;

Vu l'arrêté ministériel du 30 mars 1999 déterminant les conditions techniques relatives aux logements faisant l'objet d'une prime à la réhabilitation en faveur des locataires et établissant une convention-type de bail à réhabilitation,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 3 de l'arrêté ministériel du 22 février 1999 déterminant les conditions techniques relatives aux logements faisant l'objet d'une prime à la réhabilitation dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999, sous la rubrique "Isolation" succédant au point 21, la phrase suivante, insérée par l'arrêté ministériel du 13 février 2008, est abrogée :

"En cas d'isolation des murs et/ou des planchers, si l'isolant placé permet d'atteindre les normes suivantes :

- 0,9 W/m<sup>2</sup>K pour les planchers sur locaux non chauffés et parois verticales contre locaux non chauffés ou contre le sol. La résistance thermique de l'isolant placé doit être égale ou supérieure à 0,8 m<sup>2</sup>K/W;